



LE JOUR D'APRES ...

... LES REFORMES GOUVERNEMENTALES !

EPISODE 13 : RENDEZ VOUS SALARIAL, POUR 2019 CE SERA « SERVICE MINIMUM » !

Le Gouvernement trouve que les agents publics coûtent trop chers !

Du coup, à l'occasion du rendez-vous salarial 2018, c'est « service minimum mais communication maximum » !

Le Gouvernement promet pour 2019 de mettre en œuvre les mesures indiciaires et indemnitaires qui auraient dû intervenir en 2018, en application du protocole Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations (PPCR), en clamant haut et fort que ces mesures coûteront 850 millions d'euros aux employeurs publics.

Le Gouvernement accepte également de reconduire la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), instaurée depuis 2008 et qui est versée aux agents publics quand leur traitement indiciaire brut effectivement perçu sur plusieurs années a évolué moins vite que l'inflation.

Le Gouvernement refuse par contre de revaloriser la valeur du point d'indice, qui sert à calculer l'ensemble des rémunérations des agents publics et qui est gelé depuis 2010 (à l'exception de 2 micro-revalorisations en 2016 et 2017). Il considère en effet que cette mesure a un coût collectif trop important pour un avantage individuel trop limité.

Le Gouvernement n'a de même rien prévu pour les agents contractuels en matière salariale !

Concrètement cela veut dire que les agents publics perdront encore du pouvoir d'achat en 2019, compte-tenu de l'inflation et de l'augmentation des cotisations retraite.

Concrètement cela veut dire également que les pensions de retraite des agents publics seront impactées par le gel du point d'indice.

Si le Gouvernement tente, à grand renfort de communication, de mettre en avant des mesures techniques ponctuelles en faveur de certaines catégories d'agents, il ne faut pas s'y tromper, le pouvoir d'achat des agents publics n'augmentera pas en 2019, bien au contraire !

Le Gouvernement multiplie également les annonces d'ouverture de concertations : sur l'égalité professionnelle, sur les frais de mission, sur les aides au logement, sur la monétisation des comptes épargne temps et sur la protection sociale complémentaire, mais, à ce stade, rien de concret pour les agents publics !

**Non à la perte de pouvoir d'achat des agents publics !
Demain, c'est maintenant !!! tous concernés !
On peut encore agir ! Restons mobilisés**